

## La police, le “gang” et le *non profit*

Logiques de pacification dans un ghetto nord-américain

*The Police, the “Gang” and the Non Profit. Logics of Pacification in a North-American Ghetto*

**Martin Lamotte**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29079>

DOI : 10.4000/lhomme.29079

ISSN : 1953-8103

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2016

Pagination : 149-174

ISSN : 0439-4216

### Référence électronique

Martin Lamotte, « La police, le “gang” et le *non profit* », *L'Homme* [En ligne], 219-220 | 2016, mis en ligne le 28 novembre 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29079> ; DOI : 10.4000/lhomme.29079

---

# La police, le “gang” et le *non profit*

## Logiques de pacification dans un ghetto nord-américain

Martin Lamotte

*« Cette destruction n'est que la forme superlative  
d'une domination dont les prérogatives  
incluent la fouille, la détention,  
le passage à tabac et l'humiliation.  
Tout ceci est une histoire banale pour les Noirs »  
Ta-Nehisi Coates (2015 : 26, ma traduction).*

**S'**ADRESSANT à son fils de quinze ans, l'auteur afro-américain Ta-Nehisi Coates décrit l'expérience d'être noir dans le quartier pauvre de Baltimore de sa jeunesse : « C'était comme être nu face aux éléments du monde – face aux armes à feu, face aux coups de poing, aux couteaux, au crack, au viol et à la maladie » (2015 : 17, ma traduction). Cette nudité n'a rien d'une erreur écrit-il, car elle est le résultat d'une politique et de siècles passés à vivre dans la peur. Être noir aux États-Unis, c'est vivre dans un état constant de peur et de « guerre pour la possession de son corps » (*Ibid.* : 18, ma traduction), alors que les institutions tentent de le discipliner.

En effet, être pauvre et appartenir à une minorité raciale, c'est passer par une série d'expériences qui renvoient à deux types de violences : une violence policière et une violence sociale. Ces formes de violence participent de différentes logiques de pacification<sup>1</sup>, entendue comme le double processus de contrôle et de fabrication d'un ordre social, qui forgent les conditions de vie des populations les plus démunies dans les ghettos nord-américains. C'est dans cette perspective que j'analyserai dans cet article l'imbrication de trois logiques<sup>2</sup> de pacifica-

1. La notion de pacification est développée de façon plus précise dans l'introduction de ce numéro (cf. *supra* pp. 7-30).

2. La notion de logique renvoie ici aux principes de cohérence qui guident l'action des différents acteurs.

— Ce travail a été réalisé avec le soutien du Laboratoire d'excellence TransferS (programme Investissements d'avenir ANR-10-IDEX-0001-02PSL\* et l'ANR-10-LABX-0099). Je remercie Sarah Carton de Grammont et David Picherit pour leurs précieux commentaires sur une version préliminaire de cet article.

tion dans le South Bronx : celle de la police, celle des *non profit*<sup>3</sup> et celle des gangs<sup>4</sup>.

Le South Bronx est l'un des quartiers les plus pauvres de la ville de New York<sup>5</sup>. Il concentre les plus forts taux d'homicides et une population vivant pour l'essentiel dans des *public housings*<sup>6</sup>. Après une phase de déclin et de ghettoïsation dans les années 1970, le quartier connaît un renouveau urbain. Du fait d'opérations immobilières favorisant l'arrivée des classes sociales moyennes, la partie sud du South Bronx, autour du Yankee Stadium, tend aujourd'hui à se gentrifier, ce qui a pour conséquence de repousser les populations les plus pauvres plus au nord.

Après avoir décrit les actions de pacification de la police de New York, qui mène depuis les années 1990 une guerre contre la pauvreté et la drogue justifiée par la politique de « tolérance zéro », je reviendrai sur le rôle des *non profit* dans le South Bronx, parties prenantes de la rénovation urbaine du quartier et détentrices d'une partie du patrimoine immobilier. J'aborderai enfin la pacification des *Netas* et les implications de ce processus sur le collectif.

S'ils n'ont pas le même projet, les actions de ces trois acteurs dans le South Bronx – la police, le *non profit* et le gang – participent de la pacification du quartier et montrent le caractère polymorphe et hybride de celle-ci. Ainsi, si les logiques sont différentes, ces trois formes de pacifications peuvent être pensées conjointement et apportent un autre éclairage sur le ghetto américain.

3. La plupart des « associations communautaires » ou « associations de quartier » sont des *non profit*, des organisations à but non lucratif. Le statut des *non profit* recoupe des réalités très différentes, allant de la très riche Bill & Melinda Gates Foundation à la Bronx Families Coalition, organisation de taille moyenne œuvrant dans le South Bronx dont il sera question plus loin. Toutes deux sont cependant régies par le décret 501(c) *Organization* qui liste 29 types d'organisations *non profit* exemptes de certaines taxes fédérales. Pour faciliter la lecture du texte, j'ai choisi de garder le terme de *non profit*, en anglais et en italique. Les organisations communautaires sont proches des associations françaises [loi de 1901] dans leurs statuts ; elles sont dirigées par des conseils d'administration composés des habitants du quartier. Mais elles disposent parfois d'un champ d'action plus large dans la mesure où la puissance publique leur délègue un certain nombre de missions, comme je le montrerai dans cet article.

4. Cet article s'appuie sur une enquête ethnographique conduite, entre 2010 et 2013, auprès des *Netas*, un gang d'origine portoricaine solidement implanté dans le South Bronx. J'ai partagé le quotidien du groupe, en participant à ses fêtes, ses activités et ses cérémonies. J'ai complété ces observations par des entretiens afin de réaliser des histoires de vie de membres des *Netas*. Parallèlement à ce premier terrain, j'ai travaillé comme bénévole dans une organisation communautaire œuvrant dans le secteur éducatif, de la santé ou de la prévention, la Community Association of the South Bronx (CASB).

5. Le Census américain de 2010 indiquait ainsi que le South Bronx était l'un des districts les plus pauvres des États-Unis : 38% de ses 1 385 108 habitants vivaient en dessous du seuil de pauvreté : cf. Richard Sisk, « South Bronx Is Poorest District in Nation : 38% Live Below Poverty Line », *NY Daily News*, 29 septembre 2010 [http://www.nydailynews.com/new-york/south-bronx-poorest-district-nation-u-s-census-bureau-finds-38-live-poverty-line-article-1.438344.]

« Most manhunt are routine police work » (Robert O'Brien cité in Wall 2013 : 44).

28 Septembre 2012. Dips, un Portoricain d'une trentaine d'années, poste sur les réseaux sociaux un message concernant deux de ses amis, Mikey et Yandel, qui viennent de se faire arrêter par la police après un contrôle de routine.

Âgés de trente-cinq ans tous les deux, Yandel et Mikey ont déjà subi des contrôles de ce type, que ce soit dans le métro ou dans la rue. Mais cette fois-ci, la police n'en est pas restée là et a embarqué les deux hommes au commissariat. Mikey est finalement relâché rapidement, tandis que Yandel est transféré au Central Booking<sup>7</sup> de Downtown Manhattan. Son dossier sera examiné plusieurs jours plus tard au tribunal. Lors de son passage au commissariat, les policiers ont trouvé un mandat d'arrêt à son nom et l'ont déféré devant le juge. « C'est une erreur de dossier », me dira plus tard Yandel et le juge a dû le libérer. Il semble néanmoins préoccupé et reste enfermé chez lui les jours suivants de peur de se faire une nouvelle fois arrêter.

### Occupation et chasse à l'homme : le *stop-and-frisk*

Cette situation, fréquente à New York, est l'une des conséquences du *stop-and-frisk*, technique de contrôle et de fouille policière sur toute personne « raisonnablement » soupçonnée de porter une arme à feu cachée sous ses vêtements. Cette pratique s'est généralisée avec les politiques de *quality of life* mises en place par Rudolph Giuliani, maire de New York de 1993 à 2001, et poursuivie sous les administrations Bloomberg (2002-2013) et de Blasio (2013 à nos jours). Depuis 2002, la police de New York, le New York Police Department (NYPD), a effectué près de 5 millions de contrôles et de fouilles ciblant pour l'essentiel les populations noires et latinos. Ainsi, en 2013, à la fin du mandat du maire Michael Bloomberg, 56% des personnes interpellées sont noires, 29% latinos et seulement 11% blanches<sup>8</sup>. Fait plus marquant encore, selon les statistiques du NYPD, 88% des 191 558 personnes arrêtées sont innocentes.

6. Les *public housing* sont des logements construits avec des financements publics comme, en France, les habitations à loyers modérés (HLM) ; ils représentent toutefois moins de 2% du parc immobilier aux États-Unis.

7. Les personnes arrêtées par la police de New York sont d'abord détenues dans le commissariat local (*precinct*), puis transférées dans les 4 à 6 heures suivant leur arrestation au Central Booking le plus proche.

8. Cf. les données chiffrées accessibles en ligne sur le site de l'American Civil Liberties Union of New York State [<http://www.nyclu.org/content/stop-and-frisk-data>].

En août de la même année, à la suite d'un fort mouvement de protestation contre ces pratiques, la juge Shira Scheindlin a déclaré les méthodes de *stop-and-frisk* inconstitutionnelles, indiquant qu'il s'agit d'une « politique de profilage racial »<sup>9</sup>. Cette décision sera cependant ultérieurement révoquée par la Cour d'appel, saisie par le maire Michael Bloomberg.

La technique de *stop-and-frisk* qui participe du climat d'insécurité dans lequel les New-Yorkais des quartiers populaires vivent quotidiennement répond à un objectif précis. En effet, selon le témoignage de l'ancien policier et sénateur de l'État de New York, Eric Adams, lors des audiences convoquées par la juge Shira Scheindlin, le préfet de police sous le mandat Bloomberg aurait demandé au NYPD de cibler les jeunes Noirs et Latinos pour « instiller la peur en eux » (cité in Weigel 2013 : 1).

Cette pratique policière, qui s'inscrit dans une politique de « tolérance zéro », vise à instaurer un certain type d'ordre social, en premier lieu dans les quartiers les plus défavorisés (Chambliss 1994). Comme le souligne le juriste Jeffrey Fagan, la politique de « tolérance zéro » de Rudolph Giuliani n'est ni plus ni moins que l'invasion et l'occupation des quartiers pauvres et la tentative de les « pacifier » (cité in Schneider 2014 : 143). Depuis les années 1990, les ghettos américains subissent une présence policière accrue qui, loin de se contenter de les surveiller, contrôle de plus en plus fréquemment leurs habitants. L'omniprésence des forces de l'ordre dans les espaces publics, la multiplication des mandats d'arrêt et les pratiques intensives de *stop-and-frisk* créent un climat de peur, d'insécurité et de suspicion généralisée parmi les populations des ghettos (Goffman 2014).

Dans le South Bronx, l'association communautaire, Community Justice Alternative (CJA)<sup>10</sup> organise, avec des travailleurs sociaux des réunions d'information à destination des jeunes. Par équipe, les adolescents âgés de treize à dix-sept ans doivent construire un scénario à partir d'une situation de confrontation avec la police vécue par l'un d'eux. La plupart de ces synopsis se concluent soit par la mort du personnage fictif, soit par son arrestation. En fin de séance, les organisateurs donnent quelques conseils aux jeunes, le premier étant de ne pas faire peur aux policiers. En se familiarisant avec les procédures policières pour s'en protéger, ces jeunes intériorisent en même temps la violence policière. Beaucoup me confient se sentir en insécurité et traqués par la police du fait de leur couleur de peau et du lieu où ils vivent. Ce sentiment est d'autant plus prégnant que

9. Cf. l'article d'Adam Serwer sur le site de la chaîne MSNBC, « No Surprise : "Stop-and-Frisk" Ruled Unconstitutional », 12 août 2013 [<http://www.msnbc.com/msnbc/no-surprise-stop-and-frisk-ruled>].

10. La CJA est une organisation à but non lucratif. Intermédiaire entre les jeunes du South Bronx et les autorités judiciaires, son rôle est de proposer des alternatives à l'incarcération.

quelques mois plus tôt, le 2 février 2012, le jeune Afro-Américain de dix-huit ans, Ramarley Graham, a été tué chez lui, d'une balle dans le torse, par les officiers de police qui le poursuivaient depuis une rue située non loin du centre de la CJA. L'un des policiers déclara l'avoir vu sortir une arme mais celle-ci ne fut jamais trouvée. L'affaire indigna la communauté du South Bronx et suscita une forte mobilisation. Quatre ans après le dramatique incident, le ministère de la Justice n'a toujours pas rendu public le rapport d'enquête, alors que le policier mis en cause a été reconnu non coupable d'homicide involontaire par un grand jury. Pendant les mois qui ont suivi cette bavure, les jeunes de l'association n'ont parlé que de la mort de Graham et de la poursuite qui l'a précédée. L'impression de n'être nulle part en sécurité est accentuée par ces opérations de police répétées, vécues comme de véritables chasses à l'homme.

C'est d'ailleurs le terme de « chasse à l'homme » (*manhunt*) qu'emploient les médias à propos des traques de fugitifs, comme celle lancée en 1986 contre Larry Davis, un vendeur de drogue du quartier qui prit la fuite après avoir tiré sur six policiers. Sa « cavale » dura dix-sept jours, et lui valut le sobriquet de *the dude that elude* (« le mec qui échappe »). Son arrestation fit de lui une sorte de héros populaire du South Bronx, son acte représentant pour une partie des habitants une forme de revanche devant l'impunité des violences policières<sup>11</sup>.

Cette expression « chasse à l'homme » n'est pas anodine. Le sociologue américain Neil Websdale (2001) rappelle ainsi que la police aux États-Unis est en partie héritière des *Slave Patrols*, ces patrouilles chargées jadis de poursuivre les esclaves en fuite. Dans les États du Sud, elles veillaient à la bonne application du *Slave Code*, contribuant à instaurer un système disciplinaire destiné aux esclaves. Elles administraient les punitions visant au « redressement » des mœurs, tout en assurant le maintien de l'ordre social et la mise au travail des esclaves.

Sans présupposer d'une continuité historique directe entre les patrouilles d'esclaves d'autrefois et la police d'aujourd'hui, il est toutefois possible de souligner que l'utilisation de certaines pratiques rappelle

11. Cf. Samuel G. Freedman, « To Some, Davis is "Hero" Amid Attacks on Blacks », *The New York Times*, 2 janvier 1987 [<http://www.nytimes.com/1987/01/02/nyregion/to-some-davis-is-hero-amid-attacks-on-blacks.html>]. Ce type de chasse à l'homme continue d'être largement médiatisé. La dernière remonte à juin 2016, lorsque le jeune Afro-Américain de 16 ans, Rhamar Perkins, arrêté pour avoir fraudé dans le métro à Brooklyn, s'est échappé du commissariat où il était interrogé. La chasse à l'homme durera plus de quatre heures et mobilisera, entre autres, une équipe cynophile et un hélicoptère : cf. Thomas Tracy, « Fare-beating Teen Who Fled Police Custody Facing Escape, Theft Charges », *New York Daily News*, 21 juin 2016 [[http://www.nydailynews.com/new-york/nyc-crime/fare-beating-teen-fled-police-custody-charged-article1.2681762?&utm\\_content=buffer95bfe&utm\\_medium=social&utm\\_source=twitter.com&utm\\_campaign=buffer](http://www.nydailynews.com/new-york/nyc-crime/fare-beating-teen-fled-police-custody-charged-article1.2681762?&utm_content=buffer95bfe&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer)].

celles des *Slave Patrols*. Les chasses à l'homme s'accompagnent d'une identification de l'ennemi<sup>12</sup>, qui distingue les chasseurs et les chassés. Elles sont liées à un contexte d'assujettissement bien plus ancien, forgé par les politiques coloniales et esclavagistes étasuniennes.

Mais pour les jeunes de la CJA, ces chasses à l'homme ne sont pas seulement ces courses-poursuites spectaculaires contre des individus en cavale. Ce sont aussi les opérations de police routinières, normalisées, qui tendent à devenir invisibles, comme les *stop-and-frisk*. Le sentiment croissant de vivre dans l'insécurité chez les jeunes Afro-Américains n'est pas une expérience isolée et épisodique. Il structure au contraire le rapport à la ville des habitants du ghetto pris par l'inquiétude (Goffman 2014). L'action policière marque le quotidien des habitants confrontés à des contrôles répétés et au risque grandissant d'être arrêtés pour des délits mineurs (*misdemeanors*).

### **Disparitions par soustraction : emprisonnement et homicide**

Si les techniques de *stop-and-frisk* se traduisent bien souvent par des interactions quotidiennes tendues entre les forces de l'ordre et la population du ghetto, il arrive que celles-ci se finissent plus tragiquement. Les événements de Ferguson, New York et Baltimore<sup>13</sup> en sont les exemples les plus médiatiques. Deux phénomènes accompagnent ainsi cette opération de pacification lancée par la police new-yorkaise dans les années 1990 : l'augmentation des homicides commis par les policiers lors d'arrestations et l'emprisonnement massif des populations afro-américaines et, plus généralement, celles issues des minorités raciales.

Si le double mandat de Rudolph Giuliani s'est achevé sur une chute de la criminalité dans la ville de New York, le nombre de personnes appartenant aux minorités raciales tuées par la police a, en revanche, augmenté de 34% entre 1993 et 1994 et ne diminue pas avant 1997 (Schneider 2014). Aujourd'hui encore, la réduction du nombre des homicides commis par la police reste un enjeu d'envergure nationale. En 2015, la police américaine a tué au moins 336 Afro-Américains. Pour le seul mois de juillet de la

12. « À New York, nous savons où est l'ennemi » déclarait William Bratton, alors chef de la police de New York sous l'administration Giuliani, lors d'une conférence donnée à la Fondation Heritage en 1996 (cité in Wacquant 1999 : 2).

13. En mars 2013, le quartier de East Flatbush est secoué par de violentes manifestations après la mort du jeune Kimani Gray, tué par un policier. De la même manière, en août 2014, la mort de Michael Brown, tué par un policier à Ferguson est suivie de manifestations et d'affrontements avec la police. La mort de Freddie Gray en avril 2015, abattu par la police dans un quartier pauvre de Baltimore conduit à d'importantes manifestations qui, encore une fois, sont violemment réprimées par la police. À Ferguson et Baltimore, les maires ont fait appel à la Garde nationale et instauré un couvre-feu afin de contenir la situation.



même année, 31 personnes ont trouvé la mort lors d'un contrôle policier, soit un homicide toutes les 24 heures. Plus spécifiquement, New York se trouve au cinquième rang des villes où la police est la plus meurtrière en 2014 (15 victimes, dont 10 Afro-Américains) (*City Comparison Tool* 2015). Un large mouvement de contestation a du reste débouché, au milieu des années 1990, sur l'organisation des Racial Justice Days, manifestations dénonçant l'impunité de la police.

À New York, un enfant afro-américain sur quatre né en 1990 a eu un père emprisonné (Wildeman 2009) et 60% de ces enfants qui ne finiront pas l'école secondaire auront fait de la prison avant d'avoir trente ans (Pettit & Western 2004). C'est le cas de Yandel et de Mikey, incarcérés à plusieurs reprises dans la prison de Rikers Island. Mikey y a déjà passé une partie de sa vie pour détention et recel de stupéfiants, conformément aux peines extrêmement sévères prévues par les lois Rockefeller (Rockefeller Drug Laws). Celles-ci considèrent la possession et la vente illégales de petites quantités de drogue<sup>14</sup> comme un crime de classe A (au même titre que les meurtres), et condamnent les dealers à des peines allant de 15 années d'emprisonnement à la perpétuité. Bien que depuis 2009 les peines obligatoires aient été modifiées, ces lois seraient en grande partie responsables de l'explosion de la population carcérale aux États-Unis, qui est passée, entre 1973 et 2009, de 330 000 à 2,3 millions. De fait, à la fin du mandat de Giuliani en 2001, les Noirs et les Latinos constituent 90% des prisonniers à New York, alors qu'ils ne représentent que 49% de la population de la ville.

Cette politique d'incarcération massive s'accompagne de mécanismes réduisant les chances des plus pauvres d'échapper à la prison. Ainsi, dans le cas d'un procès et dans l'attente du jugement, il est de la responsabilité du juge de décider si la personne accusée peut être relâchée *sur parole* ou si elle doit payer une caution. Celle-ci est fixée, dans l'État de New York, à 1000 dollars dans le cas d'un délit mineur (*misdemeanor case*) et à 5000 dollars dans le cas d'un crime (*felony case*). Mais, pour nombre des habitants pauvres, ces sommes sont impossibles à réunir et, coupables ou non, ils sont alors incarcérés en attente du procès. L'autre solution est de recourir aux compagnies de prêts sur gage (*bail bond company*) qui pratiquent des taux d'intérêts exorbitants (Karakatsanis 2015). Certaines personnes, incapables de les rembourser, sont traquées par ces compagnies<sup>15</sup> puis incarcérées, non pas en raison des charges qui pesaient initialement sur

14. Être en possession, par exemple, de 113 g de cannabis ou vendre 56 g d'héroïne ou de cocaïne.

15. Ces compagnies font appel pour cela à des « chasseurs de prime » (*bail enforcement agents* ou *bounty hunter*).



elles et pour lesquelles elles sont parfois jugées innocentes, mais pour dettes impayées. Se met ainsi en place un système à double vitesse, où les personnes les plus démunies se retrouvent à rembourser durant toute leur vie un emprunt contracté auprès de compagnies privées.

Loin d'être isolés, ces deux phénomènes – incarcération massive et homicide – ont pour effet de soustraire de manière systématique une partie de la population des ghettos, notamment les hommes<sup>16</sup>.

Le mythe de la reconquête de New York renvoie ainsi d'abord à une logique de pacification qui procède par la sur-présence policière comme forme d'occupation du territoire, par le contrôle systématique avec pour corollaire un sentiment d'insécurité chez les habitants du ghetto, et, enfin, par l'intériorisation de la violence policière et la soustraction temporaire ou définitive d'une partie de la population.

## Épisode 2. Le *non profit*

« Mais le pire pour moi, c'est les matelas [du *shelter*]... j'ai l'impression d'être dans les mêmes qu'à Rikers [Island, la prison de New York] » (Mikey).

Lorsque je rencontre Mikey pour la première fois en 2012, il est à la recherche d'un travail. Il vit dans le South Bronx avec sa femme, Jaselina, et certains de leurs enfants dans ce qu'il appelle un *shelter*<sup>17</sup>, fourni par l'agence publique pour les sans-abri de la ville de New York, le Department of Homeless Services (DHS). C'est grâce à Jaselina que la famille a obtenu ce petit appartement dans un bâtiment de briques rouges, administré par une organisation *non profit*, mais subventionnée par la ville.

La gestion des *shelters* est symptomatique de la gestion néolibérale des quartiers paupérisés des villes américaines qui, loin de subir le désengagement de l'État, mobilise de multiples formes d'interventions privées et intermédiaires, articulant gestion, politiques de sécurité et criminalisation (O'Connor 1996, 2001 ; Beauregard 2001 ; Body-Gendrot 1997). Le développement des organisations de quartier, dans la période qui a suivi le Civic Right Movement et les émeutes des années 1960-1970, a eu entre autres effets de réduire, dans un premier temps, la criminalité dans les quartiers populaires (Sampson 2012). Mais l'évolution de l'action publique, en particulier dans le domaine du logement, dans les années

16. Comme le note le sociologue Nicolas Duvoux (2015) dans une lecture croisée des travaux d'Alice Goffman (2014) et de Matthew Desmond (2012), les hommes sont sur-représentés dans la population afro-américaine incarcérée, tandis que les femmes sont soumises aux expulsions de leur logement. Ces deux phénomènes genrés affectent les populations les plus vulnérables et contribuent à la reproduction de la pauvreté.

17. Les *shelters* sont des logements pour les populations pauvres, en incapacité de se loger.

1980 et 2000, a incité certaines de ces organisations communautaires à se transformer en entreprises orientées vers le profit. De ce fait, celles-ci participent de la construction d'un marché de la pauvreté, au sein duquel le rapport entre *for profit* et *non profit* s'avère particulièrement flou.

### Le *shelter*

Pour pouvoir rester dans le *shelter* avec sa famille, Mikey doit prouver qu'il cherche un travail. Sans tenir compte de son passé d'ancien détenu qui diminue ses chances de s'insérer dans un marché du travail déjà restreint, les travailleurs sociaux qui gèrent le *shelter* considèrent Mikey comme le seul responsable de sa situation.

Ce contrôle social ne se limite pas au domaine de l'emploi ; il structure la vie du *shelter* dont le règlement est très strict. L'accès aux appartements est régulé ainsi que les entrées et sorties ; un couvre-feu est imposé le soir. Les résidents ont un droit de visite limité, même s'il s'agit de la famille proche, et les parents peuvent être sanctionnés si un incident se produit avec leurs enfants. Les gestionnaires inspectent régulièrement et par surprise chaque appartement et regardent de près les dépenses faites chaque mois par le ménage.

Le South Bronx est maillé de ces foyers dispersés dans le quartier. Leur gestion, financée par la ville et l'État de New York, est le plus souvent déléguée à des organisations *non profit*. Pour les *shelters* accueillant des hommes sans domicile fixe, les règles sont encore plus sévères. Bénévole affecté à l'équipe de nuit et de jour, j'ai partagé en 2012 le quotidien des résidents de l'un des quatre *shelters* destinés aux hommes sans domicile fixe que gère une association *non profit* située dans l'est du South Bronx, la Community Association of the South Bronx (CASB). Dans ce bâtiment de quatre niveaux, une vingtaine de personnes – travailleurs sociaux, conseillers en emploi et en addiction, agents de sécurité et d'entretien – sont à l'œuvre, tous employés par la CASB. Aux étages, les chambres sont aménagées avec deux ou trois lits et quelques meubles de base ; parfois décorées par les résidents temporaires. La fouille des espaces privés (pour y chercher de la drogue, des armes ou de la drogue) et l'inspection du ménage les empêchent cependant d'étaler leurs affaires et limitent leur investissement des lieux. Au rez-de-chaussée, se trouve le bureau vitré, fermé à clé, des surveillants de jour et de nuit, à partir duquel ils contrôlent l'ensemble du *shelter* grâce aux écrans connectés aux caméras de surveillance. C'est là que viennent les résidents pour demander d'augmenter le son de la télévision ou du papier toilette, distribué avec parcimonie. Dans une salle adjacente, sont installés les bureaux de l'administration et du directeur des deux *shelters*, M. Paul. Ce dernier est

chargé par la CASB d'assurer une rotation rapide parmi les résidents du *shelter*. Après être passés par le *shelter* de Bellevue qui s'occupe de les « trier », les sans-domicile fixe sont envoyés dans les autres établissements de la ville. Les organisations qui gèrent ces structures d'accueil comme la CASB reçoivent une aide financière censée couvrir les frais des résidents et les services qui leur sont proposés. Cependant, comme me l'explique M. Paul, si ceux-ci restent plus de deux mois sans trouver du travail ou s'ils ne parviennent pas à stabiliser, même temporairement, leurs situations, la structure d'accueil perdra en partie les subventions du Department of Homeland Services (DHS). Les *shelters* doivent en effet rendre des comptes à leurs financeurs, que ce soit la ville ou l'État de New York, et montrer qu'ils permettent à leurs résidents de retrouver un emploi en un temps limité.

En décembre 2012, M. Paul me demande de le rejoindre dans son bureau. Il doit s'occuper de la situation de Jacques, un Canadien francophone d'environ 60 ans, arrivé il y a plus de deux mois dans le *shelter*. Inquiet pour la santé mentale du résident, il me demande si je peux traduire la conversation qu'il va avoir avec sa sœur – il a réussi à la contacter grâce aux papiers retrouvés dans les affaires de Jacques –, pour lui demander de le prendre en charge. Pris entre une direction qui le contraint à faire du chiffre et les attentes de la ville et de l'État de New York, M. Paul est souvent obligé de pousser les « clients » hors du *shelter* pour éviter l'engorgement et respecter les capacités d'accueil. Jacques sera finalement déplacé dans un autre *shelter* de plus grande capacité, plus au nord dans le Bronx. C'est la pire situation qui soit m'expliquera M. Paul plus tard car, entré dans ce système, Jacques risque de passer d'un *shelter* à l'autre, sans jamais avoir les moyens de se soigner.

### **Désengagement de l'État et transformation des *non profit***

Cette gestion des *shelters* par une association *non profit* résulte du double processus de démantèlement de l'État social américain, depuis la fin des années 1960, et de délégation de la gestion des aides sociales. En prenant en charge ces missions d'assistance sociale, ces organisations se sont professionnalisées, délaissant en partie leur rôle politique de critique du système social américain.

C'est le cas de la Bronx Families Coalition (BFC), une organisation *non profit* créée en 1966 et qui militait alors pour une amélioration du système scolaire public dans le South Bronx. Dans les années 1960-1970, elle devient le fer de lance de la lutte pro-indépendantiste portoricaine. À côté de ses fonctions sociales, la BFC développe une réflexion critique sur les enjeux d'une politique de justice sociale et raciale dans le South Bronx et, plus largement, aux États-Unis. Les bureaux de l'organisation

sont aussi le lieu où divers acteurs de la scène locale se rencontrent, tels les Blacks Panthers et les Young Lords – le groupe d'autodéfense portoricain de gauche radicale, proche des Blacks Panthers –, ou les Ghetto Brothers – à cette époque l'un des plus gros gangs portoricains et afro-américains du South Bronx. Ainsi, plusieurs jeunes membres des divers gangs qui pullulent alors dans le quartier accèdent à des emplois saisonniers voire, pour certains, à l'année, au sein de la BFC qui joue le rôle d'intermédiaire vers le marché du travail, tout en ayant sur eux une véritable influence politique. Forte de ses relations, la BFC devient progressivement une organisation majeure dans le South Bronx.

Par leur engagement dans la vie politique et locale des ghettos, les associations communautaires canalisent les revendications sociales et permettent d'éviter tout débordement de violence. Elles représentent aussi un moyen pour les minorités noires et latinos d'investir l'arène politique (Schneider 2014).

Cependant, la diminution des sources de financements publics constituera un facteur d'évolution décisif pour ces organisations communautaires. À sa création, la BFC réussit à obtenir des financements privé et public. Ce type de financement n'est pas une nouveauté en soi et il permettra par la suite à l'organisation de compenser la réduction, puis le tarissement des subventions publiques<sup>18</sup>. Durant ses vingt premières années d'existence, la BFC concentre ses activités sur les questions d'éducation, la promotion de thématiques de participation et de contrôle communautaire<sup>19</sup>.

Mais à partir de 1977, la baisse des financements oblige la BFC à arrêter certains de ses programmes sociaux et à réorienter sa politique. L'élection du président Nixon en 1981 et l'arrivée du parti républicain au pouvoir annoncent la fin des grandes politiques fédérales et le transfert des pouvoirs politiques et financiers aux États et aux municipalités. Le désengagement fédéral s'accroît dans la décennie suivante, sous les administrations de Reagan et Bush, qui soutiennent le développement du secteur privé à coups de mesures dérégulatrices.

Accompagnant ces transformations, la BFC reporte sa politique sur la construction de *shelters* pour sans-abri. Quant à ses programmes, leur reconversion s'accroît à partir du début des années 1990, pour concerner désormais les personnes infectées par le VIH et les toxicomanes.

18. Adina Back (2011) souligne ainsi que la plupart des organisations communautaires de New York ont eu recours à des financements mixtes (privé-public).

19. À partir de 1972, la BFC ouvre ainsi des centres de jour, proposant des programmes périscolaires et des cours gratuits d'espagnol et d'anglais pour les parents.

Passant d'un employé en 1968 à 200 en 2001, la BFC se professionnalise et le vocabulaire change. Il ne s'agit plus de bénéficiaires mais de « clients »<sup>20</sup>, et la BFC ne se présente plus comme une « organisation », mais comme une « agence ». Cette professionnalisation est visible dans la plupart des associations communautaires aux États-Unis, lesquelles font face à une multiplication de partenaires, à l'élargissement de leurs missions ainsi qu'à une concurrence accrue pour obtenir des financements. Les programmes mis en place par la BFC se médicalisent, à la fois pour répondre aux besoins de la population du South Bronx et pour décrocher des financements publics qui se sont déplacés de la « guerre contre la pauvreté » vers la « guerre contre la drogue ». Laissant peu à peu de côté ses anciens programmes éducatifs en direction des jeunes, la BFC n'a plus besoin d'un personnel peu qualifié mais bien ancré localement, comme l'étaient les anciens membres des Black Panthers ou des Ghetto Brothers.

La BFC s'inscrit alors dans une dynamique d'expansion selon sa propre logique économique, de mobilisation de compétences et de professionnalisation (les premiers collaborateurs des années 1960-1970 sont licenciés) et adopte une vision managériale du travail communautaire.

Cette évolution n'est pas propre à la BFC. Du fait de leur transformation progressive en des organisations managériales de services au client, ces *non profit* se détachent des autres groupes plus hétéroclites du South Bronx, comme autrefois les Young Lords, les Black Panthers ou encore les gangs. Si d'autres organisations ont refusé de suivre cette voie, il leur est cependant très difficile d'obtenir des financements publics ou privés, ce qui réduit leur capacité d'action et de mobilisation.

### La pacification par le profit

Le contexte new-yorkais, et plus spécifiquement celui du South Bronx, est particulièrement intéressant pour comprendre cette évolution des *non profit*. Dans le sillage de la désindustrialisation et de la suburbanisation des villes nord-américaines, les diverses administrations de la ville de New York ont réorganisé leurs politiques économiques et urbaines autour des principes de privatisation et d'austérité (Harvey 2006 ; Mollenkopf 2005). À partir de 2002, l'administration Bloomberg (2002-2013) a imposé une restructuration économique pour faire de New York la ville globale idéale, laissant de plus en plus de pouvoir au capital (Siener 2011). Les efforts de la ville pour attirer les classes aisées sur le marché immobilier ont eu pour effet de gentrifier le *downtown* de Manhattan – avec l'arrivée massive

20. Le mot est en permanence utilisé dans les entretiens que j'ai menés avec les travailleurs de la BFC. Il est intéressant de noter que ce glissement vers les « services clients » s'opère partout en Amérique du Nord à cette époque.

de commerces de luxe, d'activités lucratives de loisirs et de tourisme – et de repousser vers le South Bronx les populations les plus pauvres.

Largement présentes sur ce territoire, les *non profit* ont adapté leur offre de programmes sociaux aux changements des politiques publiques. Accompagnant les politiques de criminalisation et de lutte contre la pauvreté, certaines *non profit* concentrent désormais leur politique sur la construction de *shelters*<sup>21</sup> devenant d'importants propriétaires immobiliers<sup>22</sup>.

Constituée juridiquement en tant que *not-for-profit organization*, la CASB Inc. a ainsi créé deux filiales en 1980 : la CASB Management et la CASB Security, rejointes en 1985 par la filiale Bee Maintenance. Les trois organisations sont des *for profit* légales auxquelles la CASB Development (toujours *non profit*) délègue les tâches d'entretien, de sécurité ou de gestion de ses immeubles. La CASB gère aujourd'hui un petit empire immobilier bâti sur l'exploitation des *shelters* et financé par le DHS ou les autres directions de la ville ou de l'État. À partir de son quartier d'origine, Morrisiana, la CASB a développé des projets dans tout le South Bronx et pris en charge plusieurs immeubles auparavant gérés par d'autres organisations communautaires, agrandissant peu à peu son emprise économique sur le quartier. Cette expansion s'effectue par une « profitisation »<sup>23</sup> détournée des *non profit* qui, comme la CASB, créent des filiales *for profit* avec lesquelles elles passent un contrat. Elles utilisent ainsi et font fructifier l'argent public que la ville ou l'État (local) leur ont alloué (Lamotte 2016). C'est donc une forme d'hybridation (Duvoux 2015) ou de floutage entre la logique *for profit* et *non profit* au niveau des associations communautaires (Lamotte 2015).

21. La question des sans-abri est une question politique et sociale majeure dans la ville de New York. Quatre ans après la fin officielle de la grande récession qui s'est abattue sur les États-Unis avec la crise de 2008, les taux de pauvreté et de personnes sans-abri restent constants à New York. C'est dans le Bronx que le taux de pauvreté est le plus visible, puisque 30,2% de ses résidents vivent en dessous du seuil de pauvreté (avec moins de 18 310 dollars par an pour une famille de trois personnes) et 13,4% dans l'extrême pauvreté (gagnant moins de 50% du niveau de pauvreté fédéral). Cf. le rapport publié par l'organisation de recherche *non profit* indépendante basée à New York, l'Institute for Children, Poverty and Homelessness (ICPH), *On the Brink. Homelessness a Reality in the South Bronx*, July 2011 [[http://www.icphusa.org/PDF/reports/ICPH\\_PolicyReport\\_OnTheBrink\\_HomelessnessARealityInTheSouthBronx.pdf](http://www.icphusa.org/PDF/reports/ICPH_PolicyReport_OnTheBrink_HomelessnessARealityInTheSouthBronx.pdf)].

22. Pour un exemple d'association *non profit* devenue un important acquéreur immobilier dans le South Bronx, cf. l'article de Amy Waldman, « Mortality on the Mind, A Legacy on the Agenda: Father G. Is Out to Preserve Rebuilt Bronx », *The New York Times*, 30 avril 2001 [<http://www.nytimes.com/2001/04/30/nyregion/mortality-mind-legacy-agenda-father-g-preserve-rebuilt-bronx.html?pagewanted=all>].

23. J'utilise le terme de « profitisation » des *non profit* pour décrire un double mouvement de privatisation d'une partie de ces organisations et de marchandisation de la pauvreté. Cette notion me permet de décrire, entre les organisations *for profit* et les organisations *non profit*, un processus de floutage dans lequel une rationalité de marché est introduite dans les logiques institutionnelles des organisations *non profit*.

Ces organisations participent de la création d'un marché vivant de la pauvreté, alimenté par une politique du *shelter* qui maintient les individus dans la dépendance et sous surveillance. Au bout du compte, les programmes sociaux gérés par les *non profit* sont eux-mêmes liés, d'une façon ou d'une autre, à l'intervention du marché, ce que la sociologue américaine Margaret Somers (2008) appelle le *market-driven governance*. Cette rationalité de marché, selon l'anthropologue Vincanne Adams (2013), apparaît dans la répartition des tâches : l'État – dans sa forme fédérale, fédérée ou municipale – protège par des arrangements institutionnels les intérêts des organisations *for profit* qui, en retour, sont de plus en plus libres de faire de l'argent dans le commerce de la souffrance sociale.

Paradoxalement, ce sont les organisations créées à l'origine pour défendre les populations les plus marginalisées qui sont chargées aujourd'hui de les *gérer*. Certes, elles remplissent pour partie les missions de solidarité et d'aide sociale que la puissance publique a abandonnées, mais pour les transformer en activités lucratives, fragilisant leurs « clients » – devenus de plus en plus dépendants de ces organisations avec la crise (Small & Allard 2013).

Cette concentration tout comme les modes de gestion des *shelters* ont été dénoncés par des organisations new-yorkaises de défense des sans-abri, telle Picture the Homeless, qui a critiqué la constitution d'un « complexe industriel de *shelter* » (*shelter industrial complex*). L'expression n'est pas neutre, puisqu'elle renvoie à celle de *prison industrial complex*, décrivant l'augmentation rapide de la population carcérale aux États-Unis et l'influence politique des compagnies privées dans l'industrie carcérale.

Dans les années 1970, les organisations *non profit* ont, comme l'indique Cathy Schneider (2014), participé à la pacification des ghettos, en canalisant les revendications sociales et en donnant accès à la scène politique à une partie des minorités raciales. Cependant, leur transformation structurelle durant les années 1980 à 2000, allant de pair avec une pression croissante du marché les conduit à définir une nouvelle logique de pacification. Celle-ci s'accompagne d'une individualisation des problèmes sociaux et économiques qui touchent la population des ghettos et empêche toute politisation des situations, puisque celles-ci sont toujours renvoyées à leur relativité particulière, voire à leur dimension psychologique.

L'emprise des *non profit* sur les populations des ghettos est rendue possible par leur forte implantation dans le secteur des aides sociales. Ces organisations sont à la fois les employeurs d'une partie des résidents des ghettos<sup>24</sup>, les dispensateurs d'aides sociales et des entreprises rentables capitalisant sur la pauvreté endémique du ghetto. Dans ce contexte,



l'imbrication des logiques de pacification et de marché apparaît encore plus clairement, tandis que les ghettos américains deviennent un nouvel espace de prédation économique.

Pour les habitants du South Bronx comme Mikey et pour les salariés des *non profit* tels que M. Paul, cette évolution des *non profit* implique que ni les uns ni les autres ne savent à qui s'adresser en cas de besoin et, surtout, qui est responsable en cas de litige. Pour Mikey, le système des *shelters* est une contrainte qui pèse sur sa vie quotidienne. Très critique vis-à-vis des aides sociales « qui rendent les frères (*hermanito*) passifs », mais pour autant complètement dépendant de celles-ci par l'intermédiaire de sa femme, Mikey est à la merci des décisions des administrateurs du *shelter* qui évaluent sa bonne volonté à trouver de l'emploi. Obligé de sortir chercher du travail, il doit alors faire face aux contrôles policiers quotidiens pour vagabondage (*loitering*).

### Épisode 3. Le gang

« [...] [là] où le *gang bangin'* [les activités violentes d'un gang] est considéré moins dangereux que le *gang organizing* [l'organisation d'un gang], nous devons tout faire pour nous assurer que nous ne sommes pas en danger » (Mikey).

Yandel et Mikey font tous deux partie d'un « gang »<sup>25</sup> d'origine portoricaine fortement implanté dans le South Bronx, les *Ñetas*. C'est à Rikers Island que Mikey rencontre certains membres, auprès desquels il s'initie. À sa sortie de prison, il se rapproche de Bebo, le président du groupe dans le South Bronx<sup>26</sup>, et gravit peu à peu tous les échelons de la hiérarchie jusqu'à prendre la place de Bebo lorsque celui-ci quittera temporairement le groupe.

24. Depuis la reprise économique du pays après la crise de 2007-2008, les travailleurs les plus pauvres du secteur *non profit* sont de plus en plus dépendants de l'aide sociale publique – les Food Stamps, Medicaid ou les autres formes de filets de sécurité mis en place aux niveaux fédéral et fédéré – pour couvrir les dépenses de première nécessité. Cette situation est différente de celle des années 1970 et 1980, où les habitants des ghettos trouvaient dans les *non profit* des emplois stables et bien payés. Cf. Patricia Cohen, « Working, but Needing Public Assistance Anyway », *The New York Times*, 12 avril 2015 [<http://www.nytimes.com/2015/04/13/business/economy/working-but-needing-public-assistance-anyway.html>].

25. Le terme de gang est ambigu. Il n'existe pas de définition type dans la littérature scientifique, bien qu'il soit employé communément par les sciences sociales et les médias (cf. Coughlin & Venkatesh 2003). Je qualifie les *Ñetas* de « gang » uniquement pour la période des années 1980 et 1990, durant laquelle les membres eux-mêmes se désignent ainsi.

26. J'ai fait la connaissance de Mikey et Yandel par l'intermédiaire de Bebo après avoir rencontré ce dernier en octobre 2011, dans le centre communautaire où il est employé comme travailleur communautaire (*community worker*). C'est à partir de mes entretiens avec les *Ñetas*, actifs et non actifs, que j'ai pu retracer leur histoire. J'ai ainsi établi des cartes de progression des *chapters* à l'échelle du South Bronx, réalisées à partir des informations fournies par les entretiens, .../...

Dans les années 1990, les *Ñetas* sont, avec les *Latin Kings*, l'un des gangs les plus violents de New York. À partir de 1994 cependant, les *Ñetas* opèrent une transformation interne sans précédent, engagée par des leaders charismatiques tels que Bebo. En se réorientant vers différentes actions politiques, ils entrent dans ce qu'ils appellent un processus de « pacification ». Selon les propres mots de Mikey, les *Ñetas* passent ainsi de « gang violent » (*gang bangin'*) à une organisation structurée, impliquée dans les grandes manifestations contre la violence policière (*gang organizing*). L'histoire de cette mutation interne fournit un troisième éclairage sur la pacification urbaine à New York.

### **Du street corner gang à la Junta Central : la fin des guerres de territoire**

L'histoire des *Ñetas*, alias *La Asociación*, débute dans les années 1980, à l'intérieur de l'institution pénitentiaire portoricaine. Influencés politiquement par les prisonniers pro-indépendantistes et socialistes qu'ils protègent, les *Ñetas* se développent comme organisation politique carcérale informelle, ayant pour objectifs l'amélioration des conditions d'incarcération et la protection physique de ses membres. Les *Ñetas* n'hésitent pas alors à s'imposer par la force, en supprimant notamment des membres des autres organisations de prisonniers. La reformation de *La Asociación*, dans les années 1990 à New York, est la conséquence de deux phénomènes : les vagues d'immigrations successives de Portoricains sur la côte Est des États-Unis, tout d'abord, parmi lesquelles se trouvent d'anciennes recrues des *Ñetas* ; la politique sécuritaire de « tolérance zéro » qui augmente considérablement le taux d'incarcération des populations portoricaines à New York. *La Asociación* se reconstitue et s'implante ainsi dans le système carcéral new-yorkais à partir de l'île-prison de Rikers Island, assurant à nouveau une protection à ses membres contre des gangs de prisonniers déjà constitués.

Mais, pour la première fois de son histoire, le groupe s'étend aussi hors du monde carcéral, pour gagner les rues de New York, puis le long de la côte Est, lorsque des détenus, membres des *Ñetas*, sont libérés. Au milieu des années 1990, le groupe comprend plusieurs milliers de personnes à

[Suite de la note 26] les archives de journaux et complétées par les travaux des sociologues David Brotherton et Luis Barrios (2004) sur les *Latin Kings*, organisation ayant une histoire très proche. Concernant les activités criminelles des *Ñetas*, je me réfère à la fois aux propos des membres, aux articles de presse qui couvrent la période entre 1993 et 1996, et aux publications de chercheurs qui, comme Richard Curtis (1998), ont travaillé sur l'organisation des gangs dans les années 1990, à Brooklyn et dans le Bronx.

New York, toutes réunies sous le même commandement. Elles sont bientôt rejointes par les *Ñetas* des États limitrophes, comme le New Jersey et, plus loin encore, le Connecticut ou la Floride. C'est au cours de cette période que La Asociación est catégorisée comme gang, tant par les pouvoirs publics, les médias que par ses membres.

Depuis sa création, La Asociación entretient un rapport ambigu au regard de la criminalité. Si les membres déclarent aujourd'hui que la raison d'être des *Ñetas* n'était pas, à l'origine, l'activité criminelle, il n'en reste pas moins que La Asociación a, depuis les prisons à Porto Rico jusqu'à sa reformation dans les prisons new-yorkaises, été impliquée dans des guerres de gang. Une fois réorganisé dans la rue dans les années 1990, du fait de l'augmentation massive de ses membres et de leur visibilité, le groupe a été fortement médiatisé, accélérant les processus d'« étiquetage » comme gang. Par ailleurs, au moment de son essor hors du système carcéral dans les rues de New York, le groupe a perdu une partie de ses relations avec les *Ñetas* en prison, dont la plupart étaient des *Ñetas* à Porto Rico. Le lien historique avec Porto Rico s'est ainsi distendu et la dimension politique de l'organisation a été pour un temps effacée.

Cependant, dans leur grande majorité, les *Ñetas* ne sont pas organisateurs ou partie prenante du trafic de drogues ou d'armes à feu. Cela tient en partie au fait que, depuis la fin des années 1970, le marché de la drogue à New York est concentré entre les mains de quelques grands « propriétaires », organisés en larges corporations, qui utilisent de jeunes vendeurs pour le travail de terrain (Curtis 1998)<sup>27</sup>. Si certains *Ñetas* tirent des revenus de ce commerce, ils le font à titre personnel.

Structurés en *chapters*, sous-groupes indépendants qui opèrent à l'échelle d'un coin de rue, les *Ñetas* s'organisent au début des années 1990 autour de la défense d'un territoire contre les gangs ennemis avec lesquels ils sont en guerre – La Familia, la Zulu Nation ou les Latin Kings – et s'apparentent à ce que le sociologue William Foote Whyte qualifiait de *street corner gang*<sup>28</sup>. Chaque groupe est dirigé par un président, assisté d'un secrétaire et d'un chef de la discipline, tous trois élus par les membres.

27. Plusieurs chercheurs s'accordent sur le fait que le trafic de drogue reste une activité secondaire pour les gangs, comparé aux problématiques de construction identitaire ou de protection du quartier. Ces groupes auraient été incapables, dans les années 1990, de gérer d'importants réseaux de commerce de drogue, cf. : Steven Levitt & Sudhir Alladi Venkatesh (2001) ; Felix Padilla (1992) ; James Diego Vigil (1988).

28. Dans son étude sur les quartiers populaires de Boston dans les années 1950, William Foote Whyte (1993 [1943]) a défini les *street corner gangs*, comme des « gangs de coin de rue », implantés dans une localité particulière, protégeant leur territoire contre d'autres gangs.

À cette époque, il est impossible de sortir du groupe, sauf, selon la formule des Ñetas, « les deux pieds dans un sac ou la main sur la bible », c'est-à-dire par la mort ou par l'entrée dans les ordres<sup>29</sup>.

En 1992, Bebo forme son propre groupe, le *chapter* 74<sup>30</sup>, dans le quartier de Castle Hill, à l'extrémité est du Bronx. Celui-ci compte alors une quinzaine de membres. Tous vivent dans le quartier et les réunions se tiennent dans les caves des immeubles. À partir de 1993, le nombre de *chapters* dans le South Bronx s'accroît. Au total 33 *chapters*, réunissant entre 500 et 700 personnes pour le South Bronx seulement, sont créés entre 1990 et 1993. Chacun est identifié à un secteur : un coin de rue, une station de métro, un parc. Les membres habitent dans la zone d'influence du *chapter* qui « tient » alors un territoire, où ils traînent (*hang out*) et organisent leurs réunions. La plupart des recrues sont des jeunes, hommes ou femmes<sup>31</sup>, âgés entre 15 et 20 ans, qui ont grandi dans les mêmes immeubles ou se sont connus à l'école.

Remarqué par la Junta du Bronx – l'organisme qui rassemble tous les Ñetas du Bronx –, Bebo est promu au poste de secrétaire, aux côtés de Mafia, président de la Junta et d'un *chapter* dans le Bronx. Les deux formations décident finalement de s'unir pour agrandir leur territoire.

En 1994, une Junta Central est créée, regroupant la Junta du Bronx, celle de Manhattan, de Brooklyn, du Queens et de Staten Island. Baptisée Tri State, elle chapeaute l'ensemble des deux mille Ñetas new-yorkais. La *comitiva ejecutiva* – le « comité exécutif »<sup>32</sup> – de cette Junta Central

29. Cette règle changera lorsque Spade, l'un des présidents du groupe au niveau de New York décidera de quitter les Ñetas à la fin des années 1990 pour se consacrer à sa famille. Depuis, si les membres restent toujours des Ñetas à vie, une distinction est néanmoins établie entre ceux qui sont considérés comme « actifs » et ceux qui sont « inactifs ».

30. Le nom du *chapter* a été anonymisé. Il n'a donc pas de signification précise.

31. La plupart des actions organisées par les Ñetas, comme les manifestations de rue, se déroulent dans la journée, ce qui en exclut les femmes qui, pour la majorité d'entre elles, travaillent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle mon terrain a donc surtout été réalisé auprès des Ñetas hommes. À New York, les femmes membres des Ñetas sont plus nombreuses que les hommes à occuper un emploi. Cette situation s'explique en partie par le fait que les hommes effectuent plus souvent que les femmes des séjours en prison, ce qui rend difficile leur réinsertion dans le marché du travail. En outre, comme dans le cas de Jaselina et Mikey, ce sont essentiellement les femmes qui bénéficient des aides sociales. Cette répartition du *welfare* et l'inégalité devant l'emploi contribuent à structurer des rapports de genre qui ont ensuite une répercussion dans l'organisation du groupe. Si les femmes semblent absentes des actions publiques, elles ont cependant un fort pouvoir économique et politique qui leur assure un poids plus important dans le groupe. D'ailleurs, dans les années 2000, Kayla, la compagne de Bebo, a été présidente du *chapter* 74.

32. Comme pour les *chapters*, la *comitiva ejecutiva* comprend un président, un chef disciplinaire et un secrétaire, tous élus à la majorité par l'ensemble des membres des *chapters* new-yorkais. Pour les élections, les Ñetas organisent des *universals*, soit des réunions pour tous les membres. Au moment de leur pacification, au milieu des années 1990, une église qui accueille aussi les Latin Kings est mise à leur disposition par le prêtre Luis Barrios.

s'impose peu à peu dans le paysage des *chapters* new-yorkais en intervenant directement sur leur fonctionnement interne et leur vie quotidienne. Élu secrétaire, Bebo réorganise l'ensemble des *chapters* du Bronx, en regroupant les plus petits. En un an, le nombre des *chapters* passe ainsi de 33 à 26, puis à 21, pour finir à 13. Les membres viennent indifféremment de tous les quartiers du South Bronx, voire de New York, quel que soit le lieu d'origine du *chapter*.

Dès lors, les *chapters* perdent leur appartenance territoriale et leur lien de proximité avec les habitants. Il ne s'agit plus de représenter ni même de défendre un territoire, d'autant qu'il est exigé par la Junta Central que les *chapters* ne prennent pas comme nom celui de leur quartier.

Le *turf*, le territoire associé aux gangs, qu'il fallait défendre contre des envahisseurs, n'est plus. Cette centralisation constitue un épisode clé dans l'histoire des *Ñetas* new-yorkais. Ces derniers passent en effet d'une structure de type *street corner* à une structure plus centralisée et hiérarchisée, qui mènera, entre autres, à la pacification du South Bronx, et qui présidera surtout à la réintroduction de la lutte politique comme ciment du groupe.

### Politisation des *Ñetas* : le *gang organizing*

Cette centralisation est pensée et mise en place par la *comitiva ejecutiva*, dont Bebo sera finalement élu président, afin d'accroître son pouvoir et son contrôle sur l'ensemble des *chapters*. Cependant, elle entraîne un nouveau rapport au territoire qui transforme jusqu'à l'identité *gang* du groupe. Les *Ñetas* new-yorkais développent alors des activités en lien avec les organisations communautaires dans le South Bronx et à Brooklyn. Au plus fort de la campagne municipale de 1997 par exemple, alors que les candidats des différents partis s'affrontent sur les questions de sécurité à l'école et dénoncent la présence dangereuse des gangs, les *Ñetas* s'investissent dans plusieurs établissements scolaires du South Bronx et de Brooklyn. Ils y organisent des programmes du soir, rappellent à l'ordre les plus jeunes de leurs membres qui fréquentent ces mêmes écoles, pour faire revenir le calme. À Sunset Park, un quartier de Brooklyn, les *Ñetas* sont sollicités par le lycée pour intervenir dans les programmes périscolaires et assurer la sécurité. Ils participent également à l'entretien des rues et recouvrent les graffitis des façades des restaurants.

Cette transformation trouve l'appui d'anciens membres du Young Lords Party. Les leaders des *Ñetas*, dont Bebo, sont ainsi approchés par Panama Alba et Richie Perez, deux anciens membres des Young Lords, militants au sein du comité Justice Committee (JC) avec lequel ils organisent des

marches contre les brutalités policières<sup>33</sup>. C'est par l'intermédiaire de ces deux hommes que Bebo s'engage dans les mouvements de justice sociale. C'est aussi la première fois que Latin Kings et Ñetas collaborent et assurent le service d'ordre des grandes manifestations de rue contre les violences policières. Plus encore, se réunissent à la même table les principales *street families*<sup>34</sup> : les Ñetas, Latin Kings, Zulu Nation, New Black Panthers, La Familia, puis plus tard, les Bloods et Crips. C'est le début de l'United Family Coalition (UFC), une organisation informelle où les leaders des différentes familles peuvent régler ensemble leurs désaccords et éviter une reprise des guerres de gangs.

Toutefois, cette centralisation ne s'opère pas sans conflits. Les leaders de la Junta Central font face à des oppositions internes et subissent de fortes pressions. Certains *chapters* refusent de suivre la nouvelle voie et ne soutiennent pas l'engagement politique du groupe. S'engage alors une lutte de pouvoir interne, qui se soldera par une scission – le *split* comme l'appellent les Ñetas – entre deux groupes. Le premier, dirigé par Bebo, le plus important en nombre, est implanté dans le Bronx, Manhattan et une partie de Brooklyn. Evelina, présidente des *chapters* du Queens et associée avec une partie de Brooklyn et de Staten Island, dirige le second, moins important en termes d'effectifs, qui centre ses activités sur le commerce lucratif de la vente de drogue. Mais, en 2001, à la suite de la condamnation d'Evelina à perpétuité pour avoir commandité le meurtre de son rival et leader de Brooklyn, ce groupe est dissous.

Par ailleurs, dès 1994, Rudolph Giuliani et William Bratton mettent en place une unité anti-gangs qui traque, entre autres, les Ñetas et les Latin Kings (Brotherton & Barrios 2004). Au moment où les Ñetas achèvent leur mutation interne, la répression policière s'abat sur leurs leaders. Certains, comme Bebo, quittent le groupe et trouvent des emplois comme intervenants sociaux. D'autres se recentrent sur leur famille et délaissent La Asociación. La cohésion des membres des *chapters* autrefois assurée par les guerres de gangs et de territoires n'a pas trouvé son pareil au sein de la Junta Central. Enfin, la transformation du rapport à la ville a eu des conséquences directes sur le fonctionnement interne du groupe. Les réunions hebdomadaires peuvent se tenir dans des lieux très éloignés de ceux où vivent certains membres, ce qui entraîne des désistements et un manque d'assiduité participant au déclin de La Asociación.

33. Le Justice Committee est à l'origine un comité formé au sein du National Congress for Puerto Rican Rights (NCPRR), une organisation pour la défense des droits des Portoricains fondée en 1981. Devenu une association indépendante en 2005, le JC lutte contre la violence policière et le racisme à New York [<http://www.justicecommittee.org/#!/jc-jobs/ciw3>].

34. Après leur transformation, certains Ñetas dont Bebo ont préféré, au terme de *gang*, celui de *street family*, forgé à partir des travaux de David Brotherton et Luis Barrios (2004) sur les Latin Kings.

Touchés par l'éclatement progressif de leur structure, les conflits personnels, la pression policière et médiatique, le départ d'un nombre important de membres, une baisse de recrutement et, parfois même, une désolidarisation, les Ñetas entrent dans une phase de repli, du moins du point de vue de leur présence dans la ville de New York et dans l'espace politique. La Asociación se rétracte et passe de 10 000 à 2 000 membres en quelques années pour n'atteindre aujourd'hui qu'une petite cinquantaine<sup>35</sup>. Dans le même temps, les Ñetas perdent leurs liens avec les membres restés en prison, où le groupe finit par être supplanté par de nouveaux gangs.

Les Ñetas qualifient eux-mêmes leur transformation de « pacification ». Celle-ci représente pour eux une forme d'émancipation des stéréotypes de gangster qui leur sont attribués. Pour autant, cette transformation semble aussi mener au déclin de l'organisation voire à sa progressive disparition. En 2015, les Ñetas de New York sont devenus un groupe *non profit*. Cette *incorporation*<sup>36</sup> en tant qu'association confirme le processus de pacification et d'institutionnalisation débuté deux décennies plus tôt. Mais dans quelle mesure cette pacification et cette reconnaissance ne constituent-elles pas une forme de domestication des Ñetas ? De fait, la pacification vient avec un discours sur la responsabilité, le devoir de trouver un travail et de ne plus retomber dans les activités criminelles. D'une certaine façon, ce discours sur la responsabilité personnelle qui est accompagné de prescriptions des bonnes conduites, s'aligne sur les impératifs sécuritaires.



Dans cet article, nous avons tenté de montrer que la pacification ne désigne pas un projet unifié mais est le résultat de plusieurs logiques.

Premièrement, le travail policier, qui sous l'administration Giuliani se transforme en une véritable chasse aux populations indésirables, est le plus visible. Chasse à l'homme, occupation, instillation de la peur et, enfin, disparition par soustraction temporaire ou définitive permettent à la fois de maintenir une forme d'ordre social et de contrôler les populations du ghetto. À partir des années 1990, la police de New York est évaluée

35. Estimation faite par l'un des membres des Ñetas lors d'un entretien (9 avril 2012) et confirmée par d'autres membres au cours de conversations informelles.

36. Le terme d'« incorporation » est d'ailleurs utilisé dans le langage juridique, lorsqu'une structure devient *non profit*, d'où l'ajout du diminutif « Inc. » dans la désormais Asociación Pro Derechos Del Confinado Ñeta Inc. NYC (« Association pour le droit des détenus Ñeta Inc. New York City »).



sur son rendement et doit se plier aux règles du secteur privé<sup>37</sup> en termes d'efficacité. Les logiques chiffrées du NYPD obéissent dès lors à la rationalité du marché qui s'infiltré dans le secteur public.

Deuxièmement, le ghetto new yorkais est maillé d'organisations communautaires, les *non profit*, dont la présence a elle aussi évolué au fil du temps. Institutions canalisatrices de la violence, issues pour la plupart des émeutes des années 1960-1970, certaines de ces *non profit* se sont transformées en véritables entreprises lucratives, faisant de la vie des habitants du ghetto une marchandise. Elles participent d'une logique de pacification qui tend à individualiser et à dépolitiser les enjeux sociaux tout en disciplinant ces populations par l'intermédiaire des institutions comme les *shelters*, les cliniques pour pauvres ou encore les programmes alternatifs à l'incarcération.

Troisièmement, la pacification des gangs a aussi contribué plus largement à la pacification de New York. Les Netas ont ainsi œuvré pour mettre un terme aux guerres de territoires entre les gangs de la ville, réduire la violence dans les écoles de la ville et diminuer les tensions raciales à la prison de Rikers Island.

L'expérience de Mikey et, plus largement, celle des habitants du ghetto qui, comme lui, sont pris dans ces interactions avec ces différents acteurs et institutions, permettent d'articuler les trois dimensions de la pacification des ghettos américains que j'ai décrites dans cet article. Mikey a connu en effet une période d'incarcération pendant laquelle il s'est engagé dans les activités du gang Los Netas. Dans les rues du South Bronx, il est confronté régulièrement aux contrôles policiers. Après son arrestation, il passe du commissariat de police au *shelter* où il vit, et où il participe à des programmes de réinsertion organisés par des *non profit*.

La vie dans le ghetto est alors tout à la fois marquée par le risque des contrôles policiers quotidiens, voire le risque d'être abattu, et par le rapport aux aides sociales, aux organisations communautaires et à d'autres intermédiaires qui sont autant de formes de contrôle et de fabrication d'un ordre social, c'est-à-dire de pacification. De ce fait, la notion de pacification aide à penser à nouveaux frais la figure du ghetto, non seulement comme un enfermement dans un lieu, mais aussi comme un continuum temporel et spatial d'une expérience spécifique.

Il convient cependant de relativiser le caractère uniforme de cette pacification qui n'est pas vécue de la même façon par tous les habitants du South Bronx. Néanmoins, si l'expérience de Mikey est particulière, en ce qu'il fait partie d'un gang et est donc à ce titre plus visé par les institutions

37. William Bratton et Peter Knobler soulignent ainsi : « We began to run the NYPD as a private profitoriented business » (1998 : 234).

publiques, les stratégies policières comme le *stop-and-frisk* s'appliquent de manière générale à la population de couleur, majoritaire dans les ghettos ; par le climat sécuritaire qu'elles contribuent à créer, elles affectent l'ensemble de la population, concernée directement ou non par ces mesures<sup>38</sup>. Si tous les habitants du South Bronx ne souhaitent pas, comme Mikey, voir la police disparaître, cela n'implique pour autant qu'ils soient en faveur des lois *stop-and-frisk*, massivement rejetées par la population.

Du point de vue urbain, le processus de pacification porté par ces trois acteurs recoupe des logiques différentes. En effet, si la police pacifie la ville dans une dynamique d'occupation par quadrillage, alors que les *non profit* l'occupent par maillage, l'action des *Netas* s'insère dans une logique de diffusion, voir de dilution de leur présence en ville<sup>39</sup>. L'État et les *non profit* occupent le territoire, alors que les *Netas* passent du contrôle du *turf* à une déterritorialisation.

Sont donc à l'œuvre des logiques plurielles de pacification, parfois contradictoires, mais qui se rejoignent dans la transformation de la ville et des rapports sociaux. Appréhendés ensemble, ces trois modes d'interventions permettent de concevoir le ghetto comme une situation où sont reliés des agents, divers, qui y interviennent et qui y vivent. Penser ces espaces de marges à partir de leur pacification met en lumière la pénétration récente du marché, articulée à un renforcement des politiques publiques sécuritaires.

La pacification induit un type de rapport social particulier dans le ghetto qui dépasse le cadre restreint de l'exploitation économique et sociale et intervient dans tous les aspects de la vie de ses habitants. La notion de pacification a ainsi une portée forte pour penser la ville. Elle ne se réduit pas à la régulation des zones marginales, mais a aussi des effets à l'échelle de toute la ville et rend compte de formes de construction de l'Autre. Penser la pacification permet de décrire une forme particulière d'organisation de la société, qui s'articule parfaitement, dans le cas des ghettos nord-américains, aux logiques d'accumulation et de marché.

*École normale supérieure – École des hautes études en sciences sociales  
Labex TransféRS, Laboratoire d'anthropologie sociale, Paris  
martin.lamotte@ehess.fr*

38. Dans un autre contexte, celui du ghetto de Philadelphie, Alice Goffman (2014) montre, par exemple, comment l'intervention de la police, en ciblant essentiellement les jeunes hommes, touche l'ensemble de la population des ghettos : elle désorganise les structures familiales et introduit dans les relations interpersonnelles un sentiment de méfiance mutuelle.

39. Paradoxalement peut-être, au moment même où les *Netas* déclinent dans la ville de New York, La Asociación s'internationalise et se développe en Amérique Latine et en Europe.

MOTS CLÉS/KEYWORDS : pacification – ghetto nord-américain/*North American ghetto* – gang – South Bronx – New York – violences policières/*police violence* – mouvement social/*social movement* – profitisation.

#### RÉFÉRENCES CITÉES

Adams, Vincanne

2013 *Markets of Sorrow, Labors of Faith. New Orleans in the Wake of Katrina*. Durham-London, Duke University Press.

Back, Adina

2011 « “Parent Power” : Evelina López Antonetty, the United Bronx Parents, and the War on Poverty », in Annelise Orleck & Lisa Gayle Hazirjian, eds, *The War on Poverty. A New Grassroots History, 1964-1980*. Athens, University of Georgia Press : 184-208.

Beauregard, Robert

2001 « Federal Policy and Postwar Urban Decline : A Case of Government Complicity ? », *Housing Policy Debate* 12 (1) : 129-151.

Body-Gendrot, Sophie

1997 *Les Villes américaines, les politiques urbaines*. Paris, Hachette (« Les Fondamentaux »).

Bratton, William & Peter Knobler

1998 *Turnaround. How America's Top Cop Reversed the Crime Epidemic*. New York, Random House.

Brotherton, David & Luis Barrios

2004 *The Almighty Latin Kings and Queen Nation Street Politics and the Transformation of a New York City Gang*. New York, Columbia University Press.

Chamayou, Grégoire

2010 *Les Chasses à l'homme*. Paris, La Fabrique.

Chambliss, William J.

1994 « Policing the Ghetto Underclass : The Politics of Law and Law Enforcement », *Social Problems* 41 (2) : 177-194.

Coates, Ta-Nehisi

2015 *Between the World and Me*. New York, Spiegel & Grau.

Coughlin, Brenda & Sudhir Alladi Venkatesh

2003 « The Urban Street Gang After 1970 », *Annual Review of Sociology* 29 (1) : 41-64.

Curtis, Richard

1998 « Improbable Transformation of Inner-City Neighborhoods : Crime, Violence, Drugs, and Youth in the 1990s », *Journal of Criminal Law and Criminology* 88 (4) : 1233-1276.

Desmond, Matthew

2012 « Eviction and the Reproduction of Urban Poverty », *American Journal of Sociology* 118 (1) : 88-133.

Duvoux, Nicolas

2013 « L'exploitation de la pauvreté urbaine : expulsion et incarcération dans les quartiers afro-américains », *La Vie des idées* [<http://www.laviedesidees.fr/L-exploitation-de-la-pauvrete.html>].

2015 *Les Oubliés du rêve américain. Philanthropie, État et pauvreté urbaine aux États-Unis*. Paris, Presses universitaires de France (« Le lien social »).

Fagan, Jeffrey A. et al.

2010 « Street Stops and Broken Windows Revisited : The Demography and Logic of Proactive Policing in a Safe and Changing City », in Stephen Rice, Michael White & Robin Engel, eds, *Race, Ethnicity, and Policing New and Essential Readings*. New York, New York University Press : 309-348.

Goffman, Alice

2014 *On the Run. Fugitive Life in an American City*. Chicago-London, Chicago University Press.

Harvey, David

2006 « The Political Economy of Public Space », in Setha Low & Neil Smith, eds, *The Politics of Public Space*. New York, Routledge : 17-34.

Karakatsanis, Alec

2015 « Policing, Mass Imprisonment, and the Failure of American Lawyers », *Harvard Law Review* 6 [http://harvardlawreview.org/2015/04/policing-mass-imprisonment-and-the-failure-of-american-lawyers/].

Lamotte, Martin

2015 *Le Monde des Netas. Un « gang » global entre New York, Barcelone et Guayaquil*. Paris, École des hautes études en sciences sociales/Québec, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique.

2016 « Du Non Profit au For Profit : vers un « floutage » de la notion de public », *Lien social et Politiques* : 253-271.

Levitt, Steven & Sudhir Alladi Venkatesh

2001 « Growing up in the Projects : The Economic Lives of a Cohort of Men Who Came of Age in Chicago Public Housing », *American Economic Review* 91 (2) : 79-84.

Mappingpoliceviolence.org

2016 *City Comparison Tool* [http://mappingpoliceviolence.org/cities].

Mollenkopf, John

2005 *Contentious City. The Politics of Recovery in New York City*. New York, Russell Sage Foundation.

O'Connor, Alice

1996 « Community Action, Urban Reform, and the Fight Against Poverty : The Ford Foundation's Gray Areas Program », *Journal of Urban History Journal of Urban History* 22 (5) : 586-625.

2001 *Poverty Knowledge. Social Science, Social Policy, and the Poor in Twentieth-Century US History*. Princeton, Princeton University Press.

Padilla, Felix

1992 *The Gang as an American Enterprise*. New Brunswick, Rutgers University Press.

Parker, Bob & Jose Medina

2009 « *Police Manhunts: The Ultimate Type of Search Requires Massive Preparation and Coordination* », *Police: The Law Enforcement Magazine*, March 18 [http://www.police-mag.com/blog/swat/story/2009/03/police-manhunts.aspx].

Pettit, Betty & Bruce Western

2004 « Mass Imprisonment and the Life Course : Race and Class Inequality in US Incarceration », *American Sociological Review* 69 (2) : 151-169.

Sampson, Robert J.

2012 *Great American City. Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*. Chicago-London, University of Chicago Press.

Schneider, Cathy Lisa

2014 *Police Power and Race Riots. Urban Unrest in Paris and New York*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Siener, Christian D.

2011 « *A Rock My Pillow and the Sidewalk My Bed* ». *Homeless Geographies of New York City*. New York, Hunter College, Department of Geography.

Small, Mario Luis & Scott W. Allard

2013 *Reconsidering the Urban Disadvantaged*. Los Angeles, Sage.

Somers, Margaret

2008 *Genealogies of Citizenship. Markets, Statelessness, and the Right to Have Rights*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.

Vigil, James Diego

1988 *Barrio Gangs. Street Life and Identity in Southern California*. Austin, Texas University Press.

Wacquant, Loïc

1999 *Les Prisons de la misère*.  
Paris, Raisons d'agir éditions.

Wall, Tyler

2013 « Unmanning the Police Manhunt :  
Vertical Security as Pacification », *Socialist Studies/Études Socialistes* 9 (2) :  
32-56.

Websdale, Neil

2001 *Policing the Poor. From Slave  
Plantation to Public Housing*. Boston,  
Northeastern University Press.

Weigel, David

2013 « The Death of Stop-and-Frisk and  
the Race for NYC Mayor », *Slate*, August 12.

Whyte, William Foote

1993 [1943] *Street Corner Society.  
The Social Structure of an Italian Slum*.  
Chicago, University of Chicago Press.

Wildeman, Christopher

2009 « Parental Imprisonment,  
the Prison Boom, and the Concentration  
of Childhood Disadvantage », *Demography* 46 (2) : 265-280.

#### RÉSUMÉ/ABSTRACT

---

Martin Lamotte, *La police, le "gang" et le non profit : logiques de pacification dans un ghetto nord-américain* —. La vie dans le South Bronx est marquée par une série d'expériences qui renvoient à deux types de violences : une violence policière et une violence sociale. Dans cet article, je montrerai que ces formes de violence participent de logiques de pacification, entendue comme le double processus de contrôle et de fabrication d'un ordre social, qui forgent les conditions de vie des plus pauvres dans les ghettos nord-américains. La pacification ne désigne pas un projet unifié mais est le résultat de plusieurs logiques qui doivent être pensées conjointement. C'est dans cette perspective que j'analyse, à partir d'une ethnographie dans le quartier du South Bronx à New York, l'imbrication de trois logiques de pacification : celle de la police, celle des *non profit* et celle des gangs. Penser ensemble ces logiques permet de décrire la pénétration récente du marché dans les ghettos nord-américains, articulée à un renforcement des politiques publiques sécuritaires.

Martin Lamotte, *The Police, the "Gang" and the Non Profit : Logics of Pacification in a North American Ghetto* —. Life in the South Bronx is marked by a series of experiences that refer to two types of violence : police violence and social violence. In this article, I will show that these forms of violence involved pacification's logics, understood as the dual process of control and production of a social order that shape the lives of the poorer in North American ghettos. Pacification does not designate a unified project but is the fruit of several logics that must be thought together. It is in this perspective that I analyze, from an ethnography in the South Bronx area of New York, the entanglement of three logics of pacification : the police, the non profit and the gangs. Thinking all these logics together allows to describe the recent market penetration in the North American ghettos, hinged to a strengthening of security policy.